

Durant le mois d'octobre 2017, la ville de Bordeaux a connu une effervescence au sujet du quartier populaire de Saint-Michel et de sa gentrification. C'est avec une certaine tristesse que nous avons suivi ces non-événements. Comme la majorité des prolétaires de la métropole bordelaise, nous sommes tous issus de la migration de la première, deuxième (etc.) génération, et qu'elle soit régionale, nationale ou internationale. Nous avons tous connu le fait d'être chassé de son lieu de vie. Certains d'entre nous ont habité le dit quartier, mais l'ont quitté depuis longtemps pour des raisons économiques ou professionnelles. Si nous avions pu y vivre, c'est parce que les plus riches avaient délaissé certains quartiers du centre-ville. Aujourd'hui, ils ont décidé de les reprendre, c'est un fait !

La classe dominante est la seule à pouvoir décider de l'endroit où elle veut vivre. Nous, nous habitons où nous pouvons ! Tant qu'un système de classe perdurera, cela restera une réalité.

Nous tenons à souligner un fait sur cette polémique. Bordeaux ne redevient pas une ville bourgeoise, elle devient la banlieue de Paris. Il existe un malentendu sur le phénomène de gentrification : nous ne pensons pas que ce soient les bourgeois de Paris qui sont en train de nous envahir... Mais des travailleurs (certes des travailleurs indépendants ou des cadres supérieurs sans fonction d'encadrement de personnels) issus de la classe moyenne supérieure. Comme nous défendons la liberté de la circulation, nous ne pouvons pas nous opposer moralement à leur venue, tout en sachant que nous n'avons rien à attendre de leur part concernant l'émancipation des travailleurs. Nous n'avons aucun sentiment de fraternité envers eux.

Cette nouvelle migration est pour nous atypique s'expliquant par la spéculation immobilière pratiquée dans la région parisienne, ne permettant plus à des hauts revenus de rester sur ce territoire. Nous étions habitués à ce que les prolétaires viennent chercher du travail sur la métropole et s'y installent.

Cette polémique aurait pu remettre sous les feux de l'actualité [le sort des résidents des barres de l'îlot Saint-Jean démolies en 2008](#). Ils ont été exilés sur le territoire de la rive droite en obligeant ceux qui y résidaient déjà à s'éloigner de la métropole, pour trouver des logements sociaux encore plus loin, sur des communes sans activités économiques.

Enfin, pour tous les prolétaires, le sujet du logement est vital. En tant qu'organisation ayant subi l'influence de Proudhon, nous faisons bien la différence



Rien ne nous appartient, tout est à eux !

entre les notions de possession et de propriété. En effet, que nous importe qu'un propriétaire abuse de la propriété de ses biens immeubles en ne les utilisant pas dans le cadre de la spéculation immobilière, alors qu'une grande majorité des prolétaires sont démunis de toit. Oui, que nous importe, dès lors que ces prolétaires prennent possession de ces immeubles inoccupés pour s'y loger, nous les soutenons et nous les soutiendrons toujours.